

Pour une sémiotique populaire : *faire que le politique mène de nouveau à la mer*

Towards a Popular Semiotics: *Making Politics Lead Back to the Sea*

Original Study

Lucile Berthomé
lucile.berthome@gmail.com
Université Bordeaux Montaigne – MICA

Submitted: 20.07.2025; Accepted: 07.06.2026

Résumé : Cet article interroge le rôle de la sémiotique face au désenchantement démocratique, alors que la politique est de plus en plus vécue comme détachée des réalités, sans prise perceptible sur les existences. Partant du constat d'Édouard Louis — le politique est esthétique pour les dominants, vital pour les dominés — et de l'idée qu'on ne peut plus célébrer une décision politique comme le fit son père en emmenant les siens « voir la mer », il propose une « sémiotique populaire ». Pensée depuis la socio-sémiotique, cette démarche s'appuie sur des ateliers inspirés de l'éducation populaire pour rendre de nouveau perceptible le lien entre décisions politiques et expérience vécue, que les dispositifs médiatiques tendent à oblitérer. D'une visée moins méthodologique qu'épistémologique, l'article n'expose pas d'ateliers conduits mais en interroge les conditions, la potentielle portée. Il examine ce que la sémiotique peut apporter et ce que cet engagement implique pour celles et ceux qui la pratiquent, rejoignant les appels récents à repenser le rôle des sciences dans un monde en crises.

Mots clés: sémiotique populaire, désenchantement politique, éducation populaire, science engagée, citoyenneté

Abstract: This article examines the role semiotics might play in the face of contemporary democratic disenchantment, as politics is increasingly experienced as detached from reality, with no perceptible hold on people's lives. Drawing on Édouard Louis's account of a differentiated relation to the political — aesthetic for the dominant, vital for the dominated — and on the idea that one can no longer celebrate a political decision as his father did when taking his family to "see the sea", it puts forward a "popular semiotics". Conceived from a socio-semiotic perspective, this approach draws on collective workshops inspired by popular education to make perceptible again the link between political decisions and lived experience that media devices tend to obscure. Less methodological than epistemological, the article does not report on workshops actually conducted but interrogates their conditions and potential scope. It examines what semiotics can offer and what this commitment implies for those who practise it, joining recent calls to rethink the role of the sciences in a world facing crises.

Keywords: popular semiotics, political disenchantment, popular education, engaged science, citizenship

Un jour en automne, la prime de rentrée scolaire qui était versée tous les ans aux familles, pour les aider à acheter des fournitures, des cahiers, des cartables, avait été augmentée de presque cent euros. Tu étais fou de joie. Tu avais crié dans le salon : « On part à la mer ! », et on était partis à six dans une voiture de cinq places. J'étais monté dans le coffre comme un otage dans les films d'espionnage, c'était ce que je préférais. Toute la journée avait été une fête ! Chez ceux qui ont tout, je n'ai jamais vu de famille aller voir la mer pour fêter une décision politique, parce que pour eux la politique ne change presque rien. Je m'en suis rendu compte, quand je suis allé vivre à Paris, loin de toi : les dominants peuvent se plaindre d'un gouvernement de droite, mais un gouvernement ne leur cause jamais de problèmes de digestion, un gouvernement ne leur broie jamais le dos, un gouvernement ne les pousse jamais vers la mer. La politique ne change pas leur vie, ou si peu. Ça aussi c'est étrange, c'est eux qui font la politique alors que la politique n'a presque aucun effet sur leur vie. Pour les dominants, la politique est une question esthétique : une manière de se penser, une manière de voir le monde, de construire sa personne. Pour nous, c'était vivre ou mourir.

Louis, É., 2018. *Qui a tué mon père*, 46-47

INTRODUCTION

En 2023, la lecture de ces lignes d'Édouard Louis a éveillé des réflexions dont le présent article propose une première exploration. Au-delà du rapport différencié au politique qu'elles révèlent — chez les classes dominantes¹, le politique se vit souvent comme une question esthétique, un cadre de construction identitaire sans incidence directe sur le corps ou le vécu quotidien, tandis que pour les classes dominées il devient une question de vie ou de mort —, ces lignes m'ont conduite à interroger l'acte de célébration politique. Aujourd'hui, un tel geste serait-il encore possible, envisageable ? Le père d'Édouard Louis emmènerait-il toujours sa famille « voir la mer » ?

Ces lignes mettent aussi en jeu une distinction qui traverse tout cet article, celle que la philosophie politique établit entre la politique et le politique (Lefort 1986; Mouffe 2016 [2005]). La politique désigne l'ensemble institué des pratiques, des acteur·rices et des discours de la compétition pour le pouvoir, tel qu'il se donne notamment

dans l'espace médiatique. Le politique renvoie à la dimension conflictuelle et instituante de la vie collective, là où se rendent visibles les enjeux communs et où s'éprouve la capacité d'agir sur les conditions d'existence. Lorsque le père d'Édouard Louis emmène les siens « voir la mer », c'est le politique qu'il célèbre, une décision qui a transformé une vie.

Or il y a tout lieu d'en douter. L'abstention massive observée lors des dernières élections², les multiples sondages ou études démontrant le désintérêt croissant des citoyen·nes pour la politique institutionnelle³, ou encore les nombreuses recherches en sciences sociales consacrées au « désenchantement politique » — entendu comme un processus sociopolitique par lequel les individus ou groupes perdent confiance, intérêt et sentiment d'efficacité vis-à-vis des institutions, acteurs et pratiques politiques traditionnels (Gaxie 2002; Rosanvallon 2011; Barrault-Stella et al. 2016; Rémy 2023) — en sont autant de signes.

Ce texte interroge ce doute en empruntant une voie sémiotique. La proposition que j'avance, et que je nomme « sémiotique populaire », est celle d'une sémiotique engagée, adossée aux principes de l'éducation populaire, qui chercherait à rendre de nouveau lisible le lien entre le politique et les existences. L'enjeu n'est pas tant de savoir si le politique agit encore sur les existences que de comprendre pourquoi cette action est devenue si difficile à percevoir.

Précisons tout de suite que cet article propose une contribution moins méthodologique qu'épistémologique et politique. Avant de mettre une démarche à l'épreuve du terrain, encore faut-il en interroger les présupposés et la portée : c'est le travail, proprement réflexif, que cet article se donne pour tâche. C'est pourquoi il ne rend pas compte d'ateliers déjà conduits ; il invite à réfléchir au statut de la discipline et de ses chercheur·euses, dans le prolongement des textes par lesquels la sémiotique a récemment interrogé sa propre vocation sociale (Fontanille 2015; Landowski 2023).

Cette interrogation prend un relief particulier à l'heure où la concentration des médias fragilise le pluralisme de l'information (Sénat 2022) et où les désordres informationnels affectent la vie démocratique (Bronner 2022). Si l'information est un bien public dont il faut refonder l'accès (Cagé, Huet 2021), la compétence sémiotique qui permet d'en faire un usage critique en est le prolongement. Savoir lire les discours et les images qui façonnent notre rapport au politique ne saurait rester le privilège de quelques-un·es, et c'est sa distribution démocratique

1 J'emploie ici les termes de « dominants » et « dominés » au sens bourdieusien, pour désigner des positions différenciées dans l'espace social, structurées par l'inégale distribution des capitaux (économiques, culturels, sociaux, symboliques) et par des mécanismes de légitimation qui tendent à naturaliser ces rapports de pouvoir. Dans le cadre de cette étude, ces notions permettent de penser les écarts d'expérience et de perception du politique, notamment face à des formes de désenchantement différenciées selon les appartenances sociales. Voir à ce sujet : Bourdieu, *La Distinction* (1979); *Le Sens pratique* (1980); Ce que parler veut dire (1982).

2 Lors des élections présidentielles de 2022, le taux de participation peine à atteindre 71,99 % au second tour, soit le niveau le plus bas depuis 1969.

3 En 2024, le baromètre de la confiance politique produit par Sciences Po et Opinion Way, révèle que 70 % des français·es déclarent ne pas avoir confiance dans la politique et que 49 % (soit une hausse de 3 points par rapport à février 2023) déclarent s'intéresser peu ou pas du tout à la politique.

que ce texte voudrait penser. L'article est ainsi traversé par une double interrogation : ce que la sémiotique peut apporter dans ce contexte, et ce que cela implique pour celles et ceux qui la pratiquent.

1. DÉSENCHANTEMENT ET INVISIBILISATION DES EFFETS DU POLITIQUE

Difficile, aujourd'hui, d'évoquer la possibilité d'une célébration politique sans se confronter au désenchantement qui semble s'être durablement installé en France (Delevoye 2012; Bréchon 2021; Rémy 2023), comme dans d'autres démocraties européennes (Maes 2019). Cette dynamique dépasse largement une défiance ponctuelle à l'égard des institutions : comme en témoignent à la fois les enquêtes académiques (Baromètre CEVIPOF 2025) et les rapports d'opinion internationaux (Edelman 2025), la défiance envers les institutions démocratiques atteint désormais une dimension structurelle, redéfinissant les conditions d'expression du politique.

Plusieurs travaux récents insistent sur le fait que les citoyen·nes ne se limitent plus à une critique des acteur·rices institutionnel·les (Bréchon 2021; Lefebvre 2023). Lefebvre montre que le rapport à la politique est traversé par une perte de foi dans son efficacité concrète, dans sa capacité à transformer réellement les conditions de vie. Le Conseil d'État (2018) évoque quant à lui une crise de légitimité démocratique, marquée par une désaffection persistante envers les dispositifs de participation formelle.

De nombreuses recherches en sciences sociales (Gaxie 1993; Bourdieu 1996; Rancière 2005; Charon 2006) tendent à montrer que ce désenchantement est étroitement lié à la manière dont le politique est mis en scène dans l'espace médiatique. Les récits journalistiques dominants et leurs dispositifs, en contribuant à la spectacularisation du politique, c'est-à-dire en transformant les enjeux sociaux, économiques et symboliques en représentations médiatisées, standardisées et décontextualisées, participent à l'effacement de sa prise sur le réel. Ce travail de mise en forme opère d'autant mieux qu'il s'efface comme tel, donnant pour naturel et allant de soi un ordre qui est construit et discutable (Barthes 1957). Comme Guy Debord (1967) l'analysait déjà dans *La Société du spectacle*, la mise en scène continue du pouvoir tend à le priver de sa substance, le réduisant à une succession d'images vidées de leur potentiel subversif. De même, Bourdieu (1982) souligne que la parole politique perd sa performativité lorsqu'elle est détachée des conditions sociales de sa réception et de son incarnation. La capacité du politique à être perçu comme un levier d'action concrète sur les corps et les existences (ce que rappellent, en creux, les « dos broyés » ou « les problèmes de digestion »), tend ainsi à être reléguée au second plan, au profit d'une logique de mise en scène désincarnée. Ce faisant, les médias ont participé à un glissement sémantique et de facto ontologique du politique — entendu comme espace symbolique de conflictualité, de mise en visibilité des enjeux collectifs — vers une conception technicienne, communicationnelle — éloignée du vécu

et des aspirations des citoyen·nes — de la politique. Ce glissement peut contribuer à nourrir le sentiment que la politique est détachée des existences ordinaires, sentiment souvent associé dans la littérature au désengagement politique (Rancière 2005). Pour autant, il ne s'agit pas d'imputer uniformément cette dynamique à l'ensemble des productions journalistiques, mais de repérer certaines logiques récurrentes de mise en forme du politique, qui tendent à privilégier sa représentation au détriment de ses effets concrets sur les existences.

À cette mise en spectacle s'ajoute une absence. Les corps et les conditions d'existence des classes populaires sont peu représentés dans l'espace médiatique comme dans l'offre politique, où la professionnalisation a éloigné les représentant·es des milieux dont ils et elles parlent. Ne se reconnaissant pas dans ce qui leur est donné à voir, une partie des publics s'en détourne, auto-exclusion d'autant plus probable qu'elle se nourrit du sentiment d'une faible compétence politique, socialement distribué (Gaxie 1993; Gaxie L. 2023). Ce que l'exposition médiatique ordinaire installe n'est pas tant une erreur de jugement qu'une perception du politique amputée de sa portée performative.

Toutefois, cette mise à distance ne se joue pas qu'au plan des signes. Comme le montre Camille Peugny (2012), les conditions sociales structurelles jouent un rôle fondamental dans la manière dont les individus se positionnent vis-à-vis de la politique. Le sentiment d'exclusion sociale, combiné à une précarisation économique croissante, influence profondément le rapport des citoyen·nes — en particulier des jeunes — à la sphère politique. Ce lien entre désaffiliation sociale et désaffiliation politique souligne que la crise du politique ne peut se comprendre sans prendre en compte les réalités sociales vécues par les individus. Il est difficile, voire impossible, d'être pleinement citoyen·ne d'une société dans laquelle on se sent marginalisé·e. Ainsi, la crise du lien politique ne peut être réduite ni à une simple défaillance médiatique, ni à une seule cause sociale ; elle résulte plutôt d'une convergence complexe de facteurs, où les dynamiques médiatiques s'entrelacent avec des réalités sociales profondes, créant collectivement un désenchantement ou une défiance structurelle envers le politique.

Pour autant, ce désenchantement n'est pas synonyme de dépolitisation. Différentes études — comme par exemple celle réalisée en 2011 par Ipsos pour le Parti socialiste, sur le rapport entretenu par les jeunes à la politique — démontrent que les jeunes, que Peugny nomme les « enfants du désenchantement » (Peugny 2012) ne sont pas moins politisé·es que leurs prédécesseur·es ; ils et elles expriment simplement leur engagement à travers des formes nouvelles (Muxel 2010), souvent en rupture avec les cadres traditionnels (manifestations, mouvements sociaux, etc.). Pour beaucoup, le politique institutionnel apparaît comme déconnecté des enjeux réels et des préoccupations quotidiennes, ce qui contribue à nourrir ce sentiment de décorrélation, voire à mettre en danger la légitimité même de la politique telle qu'elle est pratiquée aujourd'hui. Qu'on adhère ou non à cette

critique des formes institutionnalisées du politique, il reste qu'aujourd'hui, dans le cadre de la Ve République, la vie politique demeure indissociable de ces structures. Comme l'ont souligné Nadia Urbinati (2006) et Pierre Rosanvallon (2011), les institutions demeurent le cadre incontournable où s'exercent les pouvoirs publics et où s'organise la prise de décision collective. Même lorsque les citoyen·nes contestent les formes traditionnelles de la représentation, ils et elles ne peuvent s'en passer totalement. Celles-ci incarnent la structure nécessaire pour garantir la stabilité démocratique et l'effectivité des politiques publiques. L'émergence de nouvelles formes d'engagement ne doit donc pas faire oublier le rôle structurant des institutions dans la vie démocratique et quotidienne.

Cette désaffiliation politique et sociale (Castel 2009; Rosanvallon 2011) se joue pour une large part sur le terrain des signes : spectacularisation, euphémisation, naturalisation d'un ordre pourtant construit. C'est pourquoi la sémiotique, dont l'objet propre est la production et la circulation de la signification, a ici un rôle à jouer, et plus particulièrement l'approche socio-sémiotique, attentive à leur dimension sociale (Landowski 1989, 2006). Par sa capacité à déconstruire les dispositifs médiatiques et discursifs qui alimentent le sentiment que le politique n'a plus de prise sur les existences, elle ne vise pas à organiser la participation citoyenne ni à en susciter directement de nouvelles formes : elle travaille en amont, sur la compétence critique qui en conditionne l'exercice. Rendre lisibles les logiques de production, de circulation et d'instrumentalisation des signes qui façonnent les rapports au politique, c'est restituer aux citoyen·nes une prise sur ce qui, le plus souvent, les façonne à leur insu. C'est à cette condition que la sémiotique peut quitter la position marginale (Gaines 2015) où elle s'est souvent tenue, pour s'inscrire au cœur des enjeux démocratiques contemporains.

2. LE DÉSENCHANTEMENT À L'ÉPREUVE D'UNE SÉMIOTIQUE POPULAIRE

Le politique se configure en univers de sens, par la mise en forme de valeurs, de récits et de figures dans des systèmes signifiants. En analysant ces logiques, la sémiotique permet de saisir comment les pratiques médiatiques agissent sur notre rapport au politique, et de rouvrir à la critique ce qu'elles donnent pour allant de soi. Mais décoder ainsi les signes suppose une compétence sémiotique, inégalement distribuée comme l'est la compétence politique elle-même (Gaxie 1993). Déjà à l'œuvre dans l'espace public, elle l'est surtout du côté de celles et ceux qui produisent les discours dominants. Le marketing et la communication politique mobilisent de longue date des savoirs sémiotiques pour construire marques, récits et images (Floch 1990). Le problème n'est donc pas l'absence de sémiotique dans la vie sociale, mais son inégale distribution. Ses ressorts restent étrangers à celles et ceux à qui les discours s'adressent, qui en sont les destinataires sans en partager les codes. Or savoir qui peut analyser ces discours, et qui en reste

écarté·e, n'est pas une question technique : c'est un enjeu démocratique.

C'est en ce sens que l'éducation populaire m'est apparue comme une voie pertinente, non pour vulgariser la sémiotique, mais pour en faire un instrument critique que chacun·e puisse s'appropriier afin de décoder autrement les discours qui façonnent son rapport au politique, et de reprendre prise sur celui-ci.

Encadré 1 : L'éducation populaire, une pédagogie de l'émancipation sociale et politique

L'éducation populaire s'est progressivement imposée comme un cadre privilégié pour la formation d'une citoyenneté active et réflexive. Dès la fin du XIX^e siècle, elle s'est construite en lien étroit avec les mouvements ouvriers, syndicaux et associatifs, dans une visée d'émancipation sociale et intellectuelle (Besse 2008). Portée par des structures comme les universités populaires, les foyers d'éducation populaire ou encore les mouvements de jeunesse, elle a progressivement évolué vers une pédagogie de la conscientisation et de l'engagement civique (Maurel 2010; Ott 2017; Besse et al. 2017). Cette ambition d'émancipation trouve un puissant écho à l'international, notamment en Amérique latine, où les travaux de Paulo Freire ont profondément marqué les pratiques éducatives et politiques. Sa *Pédagogie des opprimés* (Freire 1974[1968]) propose une méthode d'apprentissage fondée sur le dialogue, l'expérience vécue et la transformation sociale, visant à rendre les individus acteurs de leur propre libération (Pereira 2017).

Mobiliser l'éducation populaire suppose toutefois d'en circonscrire le sens, tant elle recouvre des définitions et des pratiques hétérogènes. Celui que je retiens ici n'est pas la diffusion de savoirs, mais l'appropriation d'outils critiques permettant à chacun·e de reprendre prise sur les discours qui le façonnent. Mon approche s'appuie principalement sur les travaux de Ott (2017) en France, et de Paulo Freire au Brésil, deux ancrages complémentaires. Pour le premier, l'éducation populaire se définit comme une pratique d'intervention au sein de l'environnement social concret des individus, marquée par la mixité des publics, l'inconditionnalité de l'accueil et la valorisation de l'empuissancement ainsi que de l'implication communautaire (Ott in Turkieltaub 2012, 47). Chez Freire, l'éducation populaire est envisagée comme un processus d'émancipation politique, par lequel les opprimé·es prennent conscience des rapports de domination qui les traversent et s'engagent collectivement dans leur transformation. Il ne s'agit pas d'une éducation pour le peuple, mais d'une éducation avec le peuple, reposant sur un dialogue horizontal et une coconstruction des savoirs. L'éducation populaire est fréquemment caractérisée par sa méthodologie, fondée sur trois principes centraux : le partage des savoirs et l'apprentissage par l'expérience; l'ancrage dans les contextes locaux et les préoccupations concrètes des participant·es; et le travail

à partir des représentations et des pratiques singulières. Ces principes méthodologiques traduisent une volonté de rompre avec les logiques descendantes de transmission, en valorisant des savoirs pluriels — expérientiels, situés — et en inscrivant l'apprentissage dans la réalité vécue des individus. Cependant, au-delà de ses méthodes, l'éducation populaire s'affirme aussi comme un projet politique : elle ne vise pas seulement à transmettre des outils de compréhension du monde, mais à permettre à chacune de devenir acteur ou actrice de sa transformation. Dans cette perspective, comme le souligne Paulo Freire, toute pratique éducative engage une position politique : elle est soit un instrument de reproduction des dominations, soit un levier de leur dépassement. Ma proposition d'une sémiotique populaire s'inscrit précisément dans cet esprit, en s'appuyant sur des bases théoriques claires et des pratiques méthodologiques distinctives.

Pour bien saisir la nature de cette approche, il est essentiel de préciser l'usage du qualificatif « populaire » qui la fonde. Il puise sa force dans une double acception : d'une part, celle de l'éducation populaire, qui désigne un mouvement d'émancipation collective et de coconstruction des savoirs avec les citoyen·nes, et non pour elles et eux (tel que précédemment évoqué). D'autre part, il résonne avec la pensée de Jacques Rancière, pour qui le peuple n'est pas une donnée sociologique mais un sujet politique qui se constitue par sa capacité à agir et à se rendre visible là où il est nié (Rancière 2005).

Ces fondements posés, la sémiotique populaire se définit également par l'articulation d'un cadre d'analyse précis, d'une finalité émancipatrice et d'une méthodologie participative, éléments qui, ensemble, constituent son originalité.

Son cadre d'analyse s'attache à révéler les mécanismes discursifs et sémiotiques spécifiques qui dépolitisent, spectacularisent ou rendent illisible le politique. Cela implique l'étude des stratégies euphémistiques, de dépolitisation et d'assimilation du langage politique au monde des affaires, en s'appuyant sur des outils d'analyse sémiotique du discours (parcours génératifs de sens, analyse des isotopies, identification des figures discursives, mais aussi analyse visuelle des images politiques ou cartographies des réseaux de sens et de pouvoir (Greimas, Courtés 1979)) pour reconnaître les systèmes de valeurs sous-jacents, les stratégies narratives et les régimes d'énonciation qui construisent une représentation du politique souvent défavorable. La finalité de cette sémiotique va au-delà de la simple analyse critique ; elle vise explicitement à outiller les citoyen·nes pour qu'ils et elles puissent déconstruire eux-mêmes ces mécanismes et se réapproprier le sens du politique. Il s'agit d'une sémiotique de l'émancipation, cherchant à transformer une réception passive en action interprétative et critique. Enfin, sa méthodologie participative, inspirée des pratiques de l'éducation populaire, privilégie les ateliers collectifs et interactifs (comme les conférences gesticulées ou les ateliers de déconstruction de la langue de bois). Ces ateliers ne sont pas de simples

« vulgarisations », mais des espaces de coconstruction des savoirs où les participant·es expérimentent les outils sémiotiques, confrontent leurs interprétations et développent leur propre regard critique, dans le but d'internaliser des « grammaires sémiotiques » pour décoder de manière autonome les discours politiques. Faute d'une évaluation systématique, cette visée ne peut être tenue pour acquise ; plusieurs dispositifs existants en attestent cependant la plausibilité. Les conférences gesticulées de Franck Lepage, les ateliers de déconstruction de la langue de bois ou encore les interventions de Clément Viktorovitch donnent à voir comment des publics non spécialistes s'approprient des outils d'analyse du discours et développent une posture critique.

La sémiotique populaire s'inspire en effet de ces dispositifs, qui invitent les participant·es à expérimenter eux et elles-mêmes les stratégies langagières du pouvoir — euphémisation, dépolitisation, vocabulaire managérial :

Après une petite pause, une animation sur les « mots langue de bois », dans le droit fil du spectacle, permet d'abord de réagir, de dire en quoi le spectacle résonne pour les spectateurs à partir de leur vécu de tous les jours, puis de s'approprier ludiquement et de manière critique son message. Chacun peut d'abord compléter les mots du spectacle par un mot qui l'aliène dans son travail ou qui lui sert à masquer les réalités... Ensuite, on pourra s'exercer au discours langue de bois, soit en « jouant à l'anti-colloque », soit par un jeu d'écriture. (Lepage, Lippmann 2009)

Ces ateliers montrent comment une approche populaire de la sémiotique peut fonctionner comme un outillage intellectuel et méthodologique, en rendant accessibles les mécanismes de production du sens et en favorisant leur appropriation critique par des publics non spécialisés. Si les conférences gesticulées s'inscrivent dans une tradition militante issue de l'éducation populaire, d'autres formats récents, comme les interventions de Clément Viktorovitch sur Twitch, renouvellent ces pratiques dans un contexte numérique. En analysant en direct des discours politiques tout en interagissant avec un fil de discussion actif, ces interventions instaurent une dynamique d'apprentissage horizontal, où la participation du public devient constitutive du sens produit. Les spectateur·ices sont amené·es à repérer les procédés rhétoriques, confronter leurs interprétations et développer une posture critique. Ce type de dispositif, à la fois interactif, accessible et réflexif, s'inscrit dans une logique proche de celle de l'éducation populaire. Il est d'autant plus significatif qu'il soit porté par un universitaire qui choisit de sortir du cadre académique pour partager ses outils avec un public élargi. Ces initiatives, bien qu'hétérogènes dans leurs formes, partagent une même visée : rendre les outils d'analyse critique du discours accessibles à toutes et tous, dans des contextes d'expérience partagée. C'est précisément cette logique

d'appropriation, mêlant réflexivité, mise en pratique et lecture des signes, qui nourrit les fondements d'une sémiotique populaire telle que je la conçois.

Reste une question, distincte de la pratique elle-même : ces ateliers modifient-ils le regard que les participant-es portent sur le politique ? Un atelier isolé n'y suffirait pas, mais on peut faire l'hypothèse qu'il amorce un cheminement de la politique vers le politique. Le vérifier relève d'une enquête à part entière, qu'il conviendrait de mener⁴.

Encadré 2 : Exemple d'atelier de sémiotique populaire

À titre d'illustration, un atelier de sémiotique populaire se structure autour de l'analyse d'un discours politique récent, par exemple un extrait de débat télévisé ou un article de presse. Après une phase de visionnage/lecture collective, les participant-es sont guidé-es à travers un « parcours génératif simplifié » :

- Reconnaissance des isotopies : Quels sont les champs sémantiques récurrents ? Par exemple, un vocabulaire affairiste (« optimisation », « performance », « innovation ») peut émerger, contrastant avec des thèmes sociaux (« solidarité », « justice »).
- Analyse des figures discursives : Quels tropes sont utilisés ? L'euphémisation (« ajustement budgétaire » au lieu de « coupes claires »), la litote, ou encore la personnalisation des institutions (« le marché est inquiet »).
- Étude des positions énonciatives : Qui parle ? De qui parle-t-on ? Qui est exclu du discours ? La construction d'un « nous » institutionnel versus un « eux » citoyen.

À travers des exercices pratiques, comme la réécriture de phrases de la « langue de bois » en langage « clair », ou la création de « cartographies sémantiques » des discours, les participant-es expérimentent concrètement comment les choix sémiotiques rendent l'action du politique de plus en plus difficile à percevoir. L'objectif n'est pas de leur donner une interprétation unique, mais de leur fournir les grilles d'analyse pour qu'ils et elles puissent eux-mêmes « rendre tangible » l'effet des signes sur leur perception du politique, et ainsi, sur leur capacité à se projeter comme acteur-riche du changement.

Considérations pratiques de la mise en œuvre :

Toutefois, la mise en œuvre de tels ateliers n'est pas sans défis. Les animateur-trices doivent naviguer entre la complexité des concepts sémiotiques et la nécessité de les rendre accessibles. Il faut aussi gérer des dynamiques de groupe parfois hétérogènes sur le plan des connaissances et de l'expérience, et s'assurer que l'approche reste émancipatrice sans devenir prescriptive. L'objectif n'est pas de produire un accord politique entre les participant-es, ni de promouvoir une orientation

idéologique déterminée, mais de rendre discutables les mécanismes de production du sens qui structurent les discours publics et les rapports au politique. Enfin, il s'agit également de savoir adapter les outils à des contextes sociaux et à des préoccupations locales spécifiques pour que l'analyse résonne avec le vécu des participant-es.

La sémiotique populaire rejoint donc indéniablement la sémiotique sociale, dont la filiation remonte aux travaux d'Eliseo Verón sur la sémosis sociale (Verón 1995) et, en Italie, à ceux de Rossi-Landi (1968) sur les rapports entre sémiotique, idéologie et économie, et dont Saemmer, Tréhondart et Coquelin (2023) proposent une actualisation appliquée aux médias contemporains, attentive à la lecture située. Croisant pragmatique et sociologie constructiviste, cette approche propose des ateliers de co-interprétation inspirés de l'éducation populaire, où les participant-es développent un regard réflexif sur leurs propres habitudes de lecture. Comme l'écrivent les autrices : « l'exploration de soi, de ses modes de construction intérieure, est facilitée par le travail du groupe, dans lequel chacun-e cherche à déconstruire ses propres automatismes » (Saemmer, Tréhondart et al. 2023, 180). Si ma proposition s'inscrit dans le sillage de cette démarche, elle s'en écarte néanmoins par deux déplacements significatifs. D'une part, là où la sémiotique sociale ouvre un espace réflexif centré sur les processus d'appropriation subjective, ma proposition cherche davantage à mettre en lumière la manière dont les discours dominants — médiatiques, politiques, institutionnels — configurent les catégories de pensée des individus, notamment leur rapport au politique. Ce n'est donc pas seulement un travail sur soi, mais un travail sur les structures médiatiques elles-mêmes, sur leurs effets de naturalisation et les processus d'invisibilisation qu'elles opèrent ; sur la manière dont ces discours construisent une représentation qui tend à neutraliser la performativité politique. D'autre part, là où les ateliers de sémiotique sociale sont le plus souvent ancrés dans des dispositifs universitaires — écoles d'été, universités, colloques —, je propose plutôt de sortir du cadre académique dont l'éloignement des publics, et la défiance qu'inspirent les institutions savantes, alimentent l'inégale distribution de la compétence sémiotique évoquée plus haut.

Cette proposition se distingue aussi de deux démarches voisines. À la différence de l'éducation aux médias et à l'information — telle que la promeut en France le CLEMI —, centrée sur la fiabilité des sources et la lutte contre la désinformation, la sémiotique populaire ne porte pas sur la véracité des contenus mais sur leur mise en forme : la manière dont les signes naturalisent un ordre et en effacent la dimension construite. Et là où l'analyse du discours (Charaudeau 2005; Charaudeau, Maingueneau 2002) demeure une pratique savante conduite sur les discours, ma proposition en déplace l'exercice vers

4 Documenter ces effets supposerait un dispositif distinct de l'analyse sémiotique : entretiens et suivi des participant-es dans la durée. Un tel travail demanderait une vigilance particulière pour ne pas réduire les personnes à des données, et rester fidèle à l'esprit de l'éducation populaire : s'intéresser à ce que les participant-es font des outils autant qu'à ce que le chercheur en apprend.

celles et ceux à qui ces discours s'adressent : non plus une analyse menée à leur sujet, mais un outil qu'ils et elles s'approprient.

À la manière des caravanes populaires portées par certains mouvements⁵, qui sillonnent quartiers et zones rurales pour proposer des ateliers d'autodéfense intellectuelle, des analyses collectives de discours et des outils d'éducation critique aux médias, la sémiotique populaire que je défends entend s'inscrire pleinement dans la cité — au sens politique du terme. Ce qui singularise cette proposition n'est donc aucun de ses outils, tous empruntés, mais leur destination : faire de la compétence sémiotique un bien partagé, et de son analyse un acte politique mené avec les premier-es concerné-es.

Ainsi, cette approche sémiotique, inspirée de l'éducation populaire et des pédagogies de Paulo Freire, vise à rendre lisible la prise du politique sur les existences, là où les discours dominants tendent à l'effacer. En donnant accès aux mécanismes discursifs et sociaux qui contribuent à recouvrir l'impact concret de l'action politique, elle cherche à raviver le sentiment d'un pouvoir d'agir. Fondé sur la coconstruction des savoirs et un dialogue horizontal, ce travail ne se limite pas à une critique des discours : il ouvre un espace où les participant-es peuvent déconstruire les stratégies de neutralisation politique et interroger leur propre rapport au politique. La sémiotique populaire constitue ainsi moins un modèle stabilisé qu'une hypothèse d'intervention, dont les effets restent à documenter empiriquement.

Par ailleurs, pour maximiser la portée et la pertinence de cette démarche, et face à la complexité des enjeux qu'elle soulève, les ateliers de sémiotique populaire pourraient être enrichis par une approche transdisciplinaire. Intégrer des outils et des perspectives d'autres domaines (sociologie, psychologie sociale, sciences de l'éducation) nécessiterait alors une collaboration étroite avec d'autres chercheur-euses ou professionnel-le-s issu-es de ces disciplines.

Et en définitive, cette ambition d'une sémiotique ouverte et opérante dans le champ social pose naturellement la question fondamentale de la posture des chercheur-euses et praticien-n-es : celle, plus largement, d'une démarche scientifique engagée.

CONCLUSION

Au seuil de ces pages, le père d'Édouard Louis emmenait les siens voir la mer. S'il le pouvait, c'est qu'une décision politique avait, à ses yeux, une incidence évidente sur sa vie et sur celle de ses enfants. Le désenchantement que j'ai cherché à comprendre ici tient peut-être tout entier dans la disparition de cette évidence. Certes, le politique n'a pas cessé d'agir sur les existences, mais sa prise sur elles est devenue illisible, recouverte par le spectacle de la politique. Redonner à voir ce que le politique fait aux vies, voilà ce à quoi travaille la sémiotique populaire. Et c'est un travail qui engage celles et ceux qui le mènent.

Car cet engagement n'est pas seulement celui des participant-es : il convoque aussi la posture du-de la chercheur-euse. Elle rejoint et prolonge les traditions des épistémologies situées (Haraway 1988), des pédagogies critiques (Freire 1974[1968]) ainsi que des recherches féministes (Butler 1990) et décoloniales (Mignolo 2011), qui militent pour une science réflexive, située, indissociable des luttes sociales ; qui assument explicitement la position engagée du-de la chercheur-euse dans la production de savoirs. En ce sens, ma proposition s'inscrit dans une réflexion plus large : peut-on encore faire de la sémiotique sans interroger notre responsabilité dans le monde tel qu'il va (Fontanille 2015) ? Peut-on, aujourd'hui, pratiquer une science des signes sans prendre position sur leur circulation, leur captation, leur instrumentalisation et leurs conséquences ? Dans un contexte de crise démocratique profonde, où les discours institutionnels perdent en crédibilité (CEVIPOF 2025), il devient difficile de maintenir l'idée d'une science neutre, détachée, désincarnée. À l'image de la sémiotique elle-même, le-la chercheur-euse ne peut plus se contenter d'observer depuis les marges. Il ou elle est appelé-e à renouer avec une fonction sociale, participative et citoyenne — un rôle que Klinkenberg (2012) et Landowski (2023) appellent à réhabiliter et dont la sémiotique critique se fait aujourd'hui l'écho en réinscrivant la discipline dans une visée critique et sociale (Levesque et al. 2022). Dans le sillage de la sémiotique engagée proposée par Landowski (2023), et des récents appels à une redéfinition du rôle des sciences et des scientifiques dans un monde en crises (Garric 2020 ; Bernard 2020 ; Barrau 2024 ; Scientifiques en Rébellion 2024), qui questionnent la pertinence d'une posture de savant-e neutre (Lapointe, Lieutenant-Gosselin 2018 ; Brière et al. 2017), désincarné-e et détaché-e des enjeux sociaux, la sémiotique populaire invite le-la chercheur-euse à sortir des murs universitaires, à déconstruire la posture du-de la savant-e « hors-sol » pour s'inscrire dans un rôle social et participatif.

Cette posture de chercheur-euse engagé-e implique de faire face à plusieurs défis majeurs. D'abord, la gestion de sa propre subjectivité est cruciale. Comme le souligne Landowski (2023), une sémiotique engagée ne cherche pas à réprimer ou nier les implications politiques de ses options épistémiques sous prétexte de neutralité, mais à les assumer pleinement. Le sémioticien-ne doit sans cesse réfléchir à l'influence de ses propres cadres de pensée, en gardant toujours à l'esprit que sa motivation première n'est ni l'indignation ni la dénonciation, mais avant tout la compréhension. Ensuite, maintenir un équilibre délicat entre la rigueur méthodologique et la dynamique d'intervention est impératif. Il ne s'agit pas uniquement d'une analyse théorique, mais bien d'une application pratique des outils sémiotiques sur le terrain pour provoquer une réappropriation du politique. Cela demande une vigilance constante pour s'assurer que les outils sont pertinents et réellement adaptés aux contextes concrets. Enfin, la déontologie de l'intervention

⁵ <https://lafranceinsoumise.fr/les-caravanes-populaires-lfi/>

représente une préoccupation centrale. Quelles sont les responsabilités éthiques du chercheur-euse lorsqu'il ou elle intervient directement dans des contextes sociaux concrets et avec des publics variés ?

In fine, la sémiotique populaire ne cherche pas seulement à analyser le monde, mais à outiller celles et ceux qui le vivent. Ces outils existent et ont fait leurs preuves ; reste à les partager. En faire un bien commun est un geste autant sémiotique que démocratique. Un geste qui rend de nouveau visible ce que les discours dominants invisibilisent — les problèmes de digestion, les dos broyés.

Alors, peut-être, un jour, recommencera-t-on à aller voir la mer.

BIOBIBLIOGRAPHIE

À partir d'une approche transdisciplinaire mêlant principalement socio-sémiotique et littérature, ses recherches portent sur les liens entre représentations et pratiques sociales dans les espaces urbains. Elle s'intéresse en particulier à la manière dont les signes configurent les expériences du politique et de l'espace, ainsi qu'aux dynamiques de réappropriation collective, aux contre-discours, qui peuvent émerger.

BIBLIOGRAPHIE

- Barrau, A., 2024. *À destination des collègues scientifiques, en particulier écologues et climatologues. Chercheurs et chercheuses face à la catastrophe*, available at: <https://www.youtube.com/watch?v=XNtucQbEEls>
- Barrault-Stella, L., Gaïti, B., Lehingue, P., 2016. *Le désenchantement démocratique en France*. Paris, Presses de Sciences Po.
- Barthes, R., 1957. *Mythologies*. Paris, Seuil.
- Bernard, T., 2020. *Le dérèglement de la science*. Paris, Seuil.
- Besse, L., 2008. Les MJC, 1959-1981. *De l'été des blousons noirs à l'été des Minguettes*. Rennes, Presses universitaires de Rennes.
- Besse, L., Chateigner, F., Ihaddadene, F., 2017. L'éducation populaire. *Savoirs*, 42 (3), 11–49, available at: <https://doi.org/10.3917/savo.042.0011>.
- Bourdieu, P., 1979. *La Distinction : Critique sociale du jugement*. Paris, Éditions de Minuit.
- Bourdieu, P., 1980. *Le Sens pratique*. Paris, Éditions de Minuit.
- Bourdieu, P., 1982. *Ce que parler veut dire : L'économie des échanges linguistiques*. Paris, Fayard.
- Bourdieu, P., 1996. *Sur la télévision*. Paris, Raisons d'agir.
- Bréchon, P., 2021. La défiance politique à son comble. In Ignazi, P., Reynié, D. (Eds.), *La vie politique. Pour Pascal Perrineau*. Paris, SciencesPo les Presses, pp. 179–191.
- Brière, L., Lieutenant-Gosselin, M., Piron, F. (Eds.), 2017. *Et si la recherche scientifique ne pouvait pas être neutre ?* Québec, Presses de l'Université Laval.
- Bronner, G., 2022. *Les Lumières à l'ère numérique. Rapport de la commission*. Paris, available at: <https://www.vie-publique.fr/files/rapport/pdf/283201.pdf>

- Butler, J., 1990. *Gender Trouble : Feminism and the Subversion of Identity*. New York, Routledge.
- Cagé, J., Huet, B., 2021. *L'information est un bien public. Refonder la propriété des médias*. Paris, Seuil.
- Castel, R., 2009. *La montée des incertitudes : Travail, protections, statut de l'individu*. Paris, Seuil.
- CEVIPOF, 2025. *Baromètre de la confiance politique, vague 16. Le grand désarroi démocratique*. Paris, Sciences Po/ OpinionWay, available at: <https://www.sciencespo.fr/cevipof/fr/actualites/barometre-de-la-confiance-politique-du-cevipof-2025-le-grand-desarroi-democratique/>
- Charaudeau, P., 2005. *Les médias et l'information : l'impossible transparence du discours*. Bruxelles, De Boeck / INA.
- Charaudeau, P., Maingueneau, D. (Eds.), 2002. *Dictionnaire d'analyse du discours*. Paris, Seuil.
- Charon, J.-M., 2006. *Le journalisme*. Paris, Presses Universitaires de France.
- Conseil d'État, 2018. *La citoyenneté — Être (un) citoyen aujourd'hui*. Étude annuelle. Paris, La Documentation française.
- Debord, G., 1967. *La Société du spectacle*. Paris, Buchet/ Chastel.
- Delevoye, J.-P., 2012. *Rapport de la Commission sur l'engagement citoyen des jeunes*. Paris, La Documentation française.
- Edelman, 2025. *Trust and the Crisis of Grievance, France Report*, available at: <https://www.edelman.com/trust/2025/trust-barometer>
- Floch, J.-M., 1990. *Sémiotique, marketing et communication : sous les signes, les stratégies*. Paris, Presses Universitaires de France.
- Fontanille, J., 2015. La sémiotique face aux grands défis sociétaux du XXI^e siècle. *Actes Sémiotiques*, (118), available at: <https://doi.org/10.25965/as.5320>.
- Freire, P., 1974[1968]. *Pédagogie des opprimés*. Paris, Maspero.
- Gaines, K., 2015. Introduction : Special Issue on Semiotics and the Marginal. *Qualitative Inquiry*, 21 (4), 311–316.
- Garric, A., 2020. *Savants ou militants ? Le dilemme des chercheurs face à la crise écologique*. Le Monde. Available at: https://www.lemonde.fr/sciences/article/2020/03/09/savants-ou-militants-le-dilemme-des-chercheurs-face-a-la-crise-ecologique_6032394_1650684.html?srsltid=AfmBOoqd_k_W6_P7vvsIOm7vt-V0L_3887F2lwmo9clpn9gVe0rPgiN3L
- Gaxie, D., 1993. *Le Cens caché : Inégalités culturelles et ségrégation politique*. Paris, Seuil.
- Gaxie, D., 2002. Le désenchantement démocratique. *Revue internationale de politique comparée*, 9 (3), 391–412.
- Gaxie, L. (dir.), 2023. *Les classes populaires à l'écart du politique ?* Paris, Fondation Gabriel Péri.
- Greimas, A. J., Courtés, J., 1979. *Sémiotique : Dictionnaire raisonné de la théorie du langage*. Paris, Hachette Université.

- Haraway, D., 1988. Situated Knowledges: The Science Question in Feminism and the Privilege of Partial Perspective. *Feminist Studies*, 14 (3), 575–599.
- Ipsos, 2011. *Les jeunes et la politique*. (Rapport réalisé pour le Parti Socialiste).
- Klinkenberg, J.-M., 2012. *Précis de sémiotique générale*. Bruxelles, De Boeck Supérieur.
- Landowski, E., 1989. *La société réfléchie : essais de socio-sémiotique*. Paris, Seuil.
- Landowski, E., 2006. *Les interactions risquées*. Limoges, Pulim.
- Landowski, E., 2023. Une sémiotique engagée : Présentation. *Revista Acta Semiotica*, 3 (5), available at: <https://doi.org/10.23925/2763-700X.2023n5.62468>.
- Lapointe, A., Lieutenant-Gosselin, M., 2018. *La neutralité en question : Savoirs, éthique et engagement en sciences humaines et sociales*. Québec : Presses de l'Université du Québec.
- Lefebvre, R., 2023. *Les citoyens se désintéressent-ils de la politique ?* Vie publique. Available at: <https://www.vie-publique.fr/parole-dexpert/293319-les-citoyens-se-desinteressent-ils-de-la-politique-par-remi-lefebvre>
- Lefort, C., 1986. *Essais sur le politique : XIX^e-XX^e siècles*. Paris, Seuil.
- Lepage, F., Lippmann, J., 2009. *La conférence gesticulée : un outil d'éducation populaire*. Paris, Scop Le Pavé.
- Levesque, S., Richert, F., Caccamo, E. (dir.), 2022. Sémiotique et critique. *Cygne noir*, (10), pp. 1–169, available at: <https://www.erudit.org/fr/revues/cygne-noir/2022-n10-cygnenoir08116/1100679ar.pdf>
- Louis, É., 2018. *Qui a tué mon père*. Paris, Seuil.
- Maes, R., 2019. *Politique et désenchantement*. La Revue Nouvelle, 6 (6), 26–28, available at: <https://shs.cairn.info/revue-nouvelle-2019-6-page-26?lang=fr>.
- Maurel, D., 2010. *L'éducation populaire : La belle et la bête*. Paris, L'Harmattan.
- Mignolo, W. D., 2011. *The Darker Side of Western Modernity: Global Futures, Decolonial Options*. Durham, Duke University Press.
- Mouffe, C., 2016. *L'illusion du consensus*. Traduit de l'anglais par Pauline Colonna d'Istria. Paris, Albin Michel. [éd. orig. On the Political, Londres, Routledge, 2005.]
- Muxel, A., 2010. *La grande fracture : Les jeunes et la politique*. Paris, Presses de Sciences Po.
- Ott, L., 2017. Principes élémentaires de la pédagogie sociale. *Journal du droit des jeunes*, 361-362 (1), 68–72, available at: <https://doi.org/10.3917/jdj.361.0068>.
- Pereira, C., 2017. *Paulo Freire : Une pédagogie de l'émancipation*. Toulouse, Erès.
- Peugny, C., 2012. *Le déclassé*. Paris, Le Seuil.
- Rancière, J., 2005. *La Haine de la démocratie*. Paris, La Fabrique.
- Rémy, X., 2023. *La défiance démocratique : Enjeux et défis*. Paris, Presses Universitaires de France.
- Rosanvallon, P., 2011. *La légitimité démocratique : Impartialité, réflexivité, proximité*. Paris, Seuil.
- Rossi-Landi, F., 1968. *Il linguaggio come lavoro e come mercato*. Milan, Bompiani.
- Saemmer, A., Tréhondart, N., Coquelin, L., 2023. *Sur quoi se fondent nos interprétations ? Introduction à la sémiotique sociale appliquée aux images d'actualité, séries télé et sites web de médias*. Paris, Hermann.
- Scientifiques en Rébellion, 2024. *Sortir des labos pour défendre le vivant*. Paris, Le Seuil.
- Sénat, 2022. *Rapport de la commission d'enquête sur la concentration des médias en France*. Paris, Sénat. Available at: <https://www.senat.fr/salle-de-presse/202203/commission-denquete-sur-la-concentration-des-medias-en-france.html>.
- Turkieltaub, S., 2012. « Pédagogie sociale. Une pédagogie pour tous les éducateurs » Entretien avec Laurent Ott. *Journal du droit des jeunes*, 316 (6), 44–49, available at: <https://doi.org/10.3917/jdj.316.0044>.
- Urbinati, N., 2006. *Democracy Disfigured : Opinion, Truth, and the People*. Cambridge, MA, Harvard University Press.
- Verón, E., 1995. Médiatisation du politique. *Hermès*, 17-18.